



Marché Public de Fournitures Courantes et Services

APPEL D'OFFRES OUVERT

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

**GROUPEMENT DE COMMANDES COORDONNE
PAR LE GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE-RE-AUNIS**

Objet de la consultation

Maintenance préventive et curative des installations de production et de distribution de froid du groupement de commandes

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2 : MODE DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT DE COMMANDES.....	3
ARTICLE 3 : OBJET ET DUREE DU MARCHE.....	4
3.1. Objet du marché.....	4
3.2. Procédure de passation du marché.....	5
3.3. Montant du marché.....	5
3.4. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)	5
3.5. Allotissement	5
3.6. Durée du marché.....	5
3.7. Conditions d'exécution.....	6
3.8. Délai d'exécution.....	6
3.9. Opérations de vérification et de réception	6
ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
4.1. Pièces particulières	6
4.2. Pièces générales	7
4.3. Autres pièces.....	7
ARTICLE 5 : PRIX ET DELAI DE PAIEMENT	7
5.1. Contenu des prix	7
5.2. Forme des prix	7
5.3. Avance	8
5.4. Modalités de paiement.....	8
5.5. Transmission de la facture électronique	8
5.6. Délai global de paiement-Suspension du délai de paiement-Pénalités retard de paiement ...	9
5.7. Pénalités de retard.....	10
5.8. Nantissement et cession.....	11
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 7 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE.....	12
ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	12
8.1. Assurances	12
8.2. Responsabilités	13
8.3. Personnels d'intervention du titulaire.....	13
ARTICLE 9 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE DU MARCHE	13
9.1. Résiliation du marché pour faute du titulaire	14
9.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	14
ARTICLE 10 : DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	14
ARTICLE 11 : VOIES DE RECOURS.....	14

ARTICLE 1 : ACHETEUR PUBLIC

Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis, le Centre Hospitalier de Rochefort, le Centre Hospitalier de Marennes et l'EHPAD de Surgères ont décidé de procéder ensemble à la présente consultation dans le cadre général d'une convention de groupement d'achat pour les marchés de réfection de locaux, de maintenance technique et de fournitures d'atelier.

Ce groupement de commandes est constitué en application de l'article L2113-6 du Code de la Commande Publique, avec la désignation d'un coordonnateur.

Les membres du groupement sont :

- Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis

Rue du Docteur Schweitzer

17019 LA ROCHELLE CEDEX

- Centre Hospitalier de Rochefort

1 avenue de Bélignon

17300 ROCHEFORT

- Centre Hospitalier de Marennes

3 bis rue du Docteur Roux

17320 MARENNES

- EHPAD Val de Gères

12 avenue du 8 mai 1945

17700 SURGERES

Le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis est désigné comme établissement coordonnateur.

ARTICLE 2 : MODE DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis, désigné comme établissement coordonnateur, est représenté par son Directeur ou toute personne bénéficiant de sa délégation de signature. L'établissement coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des dispositions du Code de la Commande Publique, aux missions suivantes :

Au titre de la passation du marché :

1. d'assurer l'organisation technique, juridique et administrative de chaque procédure d'achat,
2. de procéder aux recensements de la nature et de l'étendue du besoin des établissements membres du groupement,
3. de coordonner l'élaboration du cahier des charges de chaque consultation, en concertation avec les adhérents et d'en assurer la réalisation technique,
4. d'assurer la publication des avis de pré-information et d'appel public à la concurrence,
5. d'envoyer les dossiers de consultation,
6. de procéder à la réception, à l'enregistrement et à l'ouverture des plis et des offres,
7. de coordonner le dépouillement et l'analyse des offres, ainsi que les auditions éventuelles, la remise d'échantillons, l'organisation des tests et des démonstrations, la réalisation des essais, et de mettre plus généralement en œuvre toute procédure réglementaire qui lui semblera adéquate pour l'analyse et la sélection des offres,
8. de convoquer et de conduire des réunions techniques préalables à la décision d'attribution
9. d'informer les candidats de la décision d'attribution du marché
10. d'informer les établissements membres du groupement des candidats retenus,

11. de signer et notifier les marchés aux candidats retenus, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution,
12. de publier les avis d'attribution
13. de transmettre aux établissements membres du groupement les copies des marchés pour leur en permettre l'exécution et de leur transmettre plus généralement toutes pièces nécessaires à la bonne gestion des marchés,
14. d'organiser les procédures de passation des marchés consécutives à des procédures initiales déclarées infructueuses ou sans suite, sauf décision contraire du coordonnateur
15. de gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées contre les membres du groupement de commandes au titre de la passation des marchés groupés.

Au titre de l'exécution du marché :

16. de procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre des marchés groupés, ainsi qu'aux remises en compétition régulières prévues par certains marchés,
17. de gérer les procédures relatives aux clauses d'ajustement et de révision des prix, et d'en communiquer les résultats aux adhérents, préalablement à leur date d'effet,
18. de procéder à la reconduction des marchés pluriannuels,
19. de prononcer la résiliation des marchés, après avis des adhérents,
20. de gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées contre les membres du groupement au titre de la passation des avenants aux marchés et des remises en compétition des titulaires, de la reconduction et de la résiliation des marchés, et de l'ajustement et de la révision des prix.

ARTICLE 3 : OBJET ET DUREE DU MARCHE

3.1. Objet du marché

Le présent marché concerne la maintenance préventive et curative des installations de production et de distribution de froid, des membres du groupement de commandes, coordonné par les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis.

Les lieux d'exécution sont : le Centre Hospitalier de Rochefort, le Centre Hospitalier de Marennes, l'EHPAD de Surgères, ainsi que les sites des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (Saint Louis, ESAT Foyer, Hôpital St Honoré à Saint Martin de Ré et le Centre de Soins de Suite de Marlonges à Chambon).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**.

Clauses de réexamen :

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) dans les conditions prévues à l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique pour l'acquisition de fournitures ou installations complémentaires. La durée de ce nouveau marché ne pourra dépasser trois ans.

☒ Suivant les dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, les prestations pourront donner lieu à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence (MNSMC) pour la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché public initial.

☒ Selon l'évolution de l'organisation du Pouvoir Adjudicateur, des sites extérieurs ou des services pourront être supprimés et/ou ajoutés. Chaque modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☐ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter une ou des PSE en cours d'exécution du marché qui n'aurai(en)t pas été retenue(s) lors de l'attribution. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le prestataire pourra voir sa mission s'étendre à l'échelle du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17 qui réunit les établissements suivants :

- ❖ Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis (Etablissement support)
- ❖ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ❖ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

Cette modification fera l'objet d'un avenant sur la base des prix issus du marché en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

☒ Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de contracter des travaux, fournitures, ou services supplémentaires dans la limite de 50% du montant du marché initial à condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques. Cette modification fera l'objet d'un avenant en application de l'article R2194-2 du Code de la Commande Publique.

3.2. Procédure de passation du marché

La présente consultation est lancée suivant une procédure d'appel d'offres ouvert définie aux **articles L2124-2 et R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.**

3.3. Montant du marché

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande, au sens des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et R2162-14 du Code de la Commande Publique. Le marché est passé sans montant minimum et avec les montants maximums suivants, sur toute la durée du marché :

- ♦ 375 000 € HT pour les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis
- ♦ 62 500 € HT pour le Centre Hospitalier de Rochefort
- ♦ 62 500 € HT pour le Centre Hospitalier de Marennes
- ♦ 62 500 € HT pour l'EHPAD de Surgères

Le titulaire s'engage à réaliser, aux prix convenus dans l'Acte d'Engagement et ses annexes, les prestations demandées jusqu'à concurrence du montant maximum.

3.4. Variantes et prestations supplémentaires éventuelles (options)

Les variantes ne sont pas autorisées.

Le présent marché fait l'objet de trois prestations supplémentaires éventuelles pour le site de La Rochelle.

3.5. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

3.6. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période d'un an à compter de sa date de notification. Il est renouvelable par tacite reconduction, par période de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

En cas de non reconduction, le Coordonnateur du groupement de commandes préviendra le titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception au moins 90 jours avant la date anniversaire du marché.

3.7. Conditions d'exécution

Le Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis, établissement coordonnateur, signera et notifiera le marché au(x) candidat(s) retenu(s).

Chaque établissement pourra émettre des bons de commandes à l'adresse du titulaire durant toute la durée de validité du marché. Il s'assurera, pour ce qui le concerne, de sa bonne exécution.

Les bons de commandes seront établis selon les besoins de chaque établissement, ils comporteront les informations nécessaires suivantes :

- ♦ Adresse du titulaire
- ♦ Lieu, date et heures des interventions
- ♦ Numéro du bon de commande
- ♦ Désignation de la prestation à effectuer
- ♦ Référence du marché
- ♦ Prix unitaire hors taxes des prestations du marché
- ♦ Taux de T.V.A.
- ♦ Montant net T.T.C. de la commande
- ♦ Signature du responsable

3.8. Délai d'exécution

Les prestations seront à réaliser selon la périodicité indiquée dans les annexes du CCTP pour la maintenance préventive et dans un délai maximum de 4 heures pour la maintenance curative suivant l'appel de l'établissement hospitalier 7 jours/7 et 24h/24.

Chaque intervention préventive ou curative fera l'objet d'une fiche d'intervention signée des deux parties.

En cas de non-respect des délais d'exécution, le titulaire encourt l'application de pénalités de retard selon l'article 5.7 du présent CCAP.

3.9. Opérations de vérification et de réception

Les opérations de vérifications sont celles prévues par le CCAG/FCS.

La réception quantitative et qualitative des prestations sera réalisée contradictoirement avec un représentant du titulaire du marché.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

4.1. Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes.

4.2. Pièces générales

- Les normes en vigueur,
- Le Code de la Commande Publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) du 01/04/2021 applicable aux Marchés de Fournitures Courantes et de Services en vigueur à la consultation.

Ces documents de référence du présent marché, non joints au contrat sont réputés connus des fournisseurs. Ces documents peuvent être retirés au siège ou sur le site internet du Journal Officiel, 26 rue Desaix, 75727 Paris cedex 15.

4.3. Autres pièces

- Les actes spéciaux de sous-traitance,
- L'offre technique et financière.

Toutes les pièces constitutives du marché doivent être paraphées et signées par le candidat et doivent porter le cachet commercial de la société.

ARTICLE 5 : PRIX ET DELAI DE PAIEMENT

5.1. Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées conformément aux bordereaux de prix. Le prix sera indiqué hors TVA, puis toutes taxes comprises. Le taux légal de la taxe devra être indiqué à part.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation.

5.2. Forme des prix

Le marché sera traité à **prix forfaitaire** concernant la maintenance préventive et à **prix unitaire** concernant la maintenance curative.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'**août 2025** ; ce mois est appelé " mois zéro " et correspond au mois de remise des offres.

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché, par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P = P_0 * (0.15 + 0.70 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0.15 \frac{FSD2}{FSD2_0})$$

Dans laquelle :

- P = prix révisé
- P₀ = prix initial
- ICHT-IME = indice du coût horaire du travail révisé – Tous salariés « Industries Mécaniques et Electriques
- FSD2 = indice « frais et services divers »

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les nouveaux bordereaux de prix établis suite à la révision de prix le seront par le titulaire. Ils devront parvenir au coordonnateur du groupement de commandes par courrier avec accusé de réception ou par mail.

Clause de sauvegarde :

Dans le cas où l'application des dispositions qui précèdent conduirait à une augmentation des prix supérieure ou égale à 2% par rapport aux derniers prix en vigueur, le Coordonnateur du groupement de commandes se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

Toutefois, en fonction du contexte économique tout au long du marché, cette clause pourra être revue et négociée entre les parties.

5.3. Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée au titulaire, en application des articles R2191-3 à R2191-5 du Code de la Commande Publique si le montant de la commande est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le paiement de cette avance court à partir de l'envoi du bon de commande.

5.4. Modalités de paiement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la Comptabilité Publique par mandat administratif et en application des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique.

Chaque établissement assurera la responsabilité du paiement propre de ses factures. Le comptable assignataire des paiements est le Trésorier hospitalier de chaque établissement.

La facturation interviendra après exécution des prestations et lorsque le rapport de la maintenance préventive et/ou la fiche d'intervention de la maintenance curative seront transmis aux services techniques de chaque établissement. Elle sera effectuée conformément aux bordereaux de prix annexés à l'acte d'engagement.

5.5. Transmission de la facture électronique



Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises. Toute facture papier sera automatiquement rejetée.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges. Conformément à l'article R2192-15 du Code de la Commande publique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur cette solution mutualisée.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du marché et en cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (cf. détail ci-dessous) ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

➤ Pour les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (Siret n° 200 047 835 00018)

✚ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service et le numéro de la commande sont obligatoires pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : DTP)

➤ Pour le Centre Hospitalier de Rochefort (Siret n° 261 700 330 00135)

✚ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service est obligatoire pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : DTP)

➤ Pour le Centre Hospitalier de Marennes (Siret n° 261 700 306 00069)

✚ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le numéro de la commande est obligatoire pour le dépôt des factures** (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : ATEL).

➤ Pour l'EHPAD de Surgères (Siret n° 261 700 389 00016)

Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le numéro de la commande est obligatoire pour le dépôt des factures (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande).

5.6. Délai global de paiement -Suspension du délai de paiement- Pénalités retard de paiement

Conformément aux dispositions des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est de :

- 50 jours à compter de la mise en ligne de la facture sur le site CHORUS PRO, qui correspond à la date de réception de la demande de paiement par l'établissement et qui constitue le point de départ du délai de paiement, pour les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis, le Centre Hospitalier de Rochefort et le Centre Hospitalier de Marennes.
- 30 jours à compter de la mise en ligne de la facture sur le site CHORUS PRO, qui correspond à la date de réception de la demande de paiement par l'établissement et qui constitue le point de départ du délai de paiement, pour l'EHPAD de Surgères.

Les factures erronées, comportant des erreurs sur les quantités, les prix ou faisant l'objet d'une contestation seront rejetées, cette procédure aura pour effet de suspendre le délai de paiement. La reprise du délai se fera par l'envoi par l'entreprise titulaire des justifications demandées. Le nouveau dépôt de la facture sur le site CHORUS PRO fera foi pour le démarrage du nouveau délai global de paiement.

Les pénalités de retard de paiement seront appliquées conformément aux articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la Commande Publique.

5.7. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard et le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation aux modalités de calcul des pénalités pour retard mentionnées à l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de retard d'exécution des prestations, les pénalités seront appliquées, avec ou sans mise en demeure préalable du titulaire, comme suit :

5.7.1. Pénalités pour absence de planning

En cas d'absence de planning complet intégrant tous les équipements dans le mois suivant la date anniversaire du contrat, l'entreprise subit une pénalité de 700,00 € HT par site concerné.

5.7.2. Pénalités pour non respect du planning annuel prévisionnel de maintenance préventive

Si une intervention de maintenance préventive est décalée de plus d'une semaine (en avance ou en retard) par rapport à la date proposée dans le planning annuel prévisionnel, une pénalité de 300,00 € HT par semaine de décalage et par réseau concerné sera appliquée.

5.7.3. Pénalités pour maintenance préventive incorrectement réalisée

Dans le cas d'une maintenance préventive incorrectement réalisée, le titulaire sera mis en demeure d'effectuer le nécessaire sous un délai d'une semaine à partir de la date du constat. A défaut, il subira une pénalité de 200,00 € HT par équipement.

5.7.4. Pénalités pour absence de certificat d'étanchéité

En cas d'absence du certificat d'étanchéité (suivant périodicité) ou d'impossibilité de rattacher le certificat d'étanchéité à un équipement (absence d'indication précise de la machine concernée), la pénalité sera de 500,00 € HT par réseau concerné.

5.7.5. Pénalités pour défaillance de la maintenance

En cas de défaillance de la maintenance, notamment par des recharges gaz trop fréquentes trahissant une mauvaise gestion du parc, l'entreprise subit une pénalité de 1 000,00 € HT par constat après mise en demeure par mail.

5.7.6. Pénalités pour défaillance de la maintenance curative

En cas de défaillance de la maintenance curative, notamment lorsque l'intervention et les changements de pièces n'ont pas permis de résoudre le problème, la facture sera rejetée y compris lorsqu'un bon de commande aura été émis.

5.7.7. Pénalités pour dépassement du délai d'intervention

Le titulaire subit, en cas de retard dans une intervention de maintenance curative, au-delà de 4 heures suivant l'appel de l'établissement hospitalier, une pénalité de 50,00 € HT par heure de retard.

5.7.8. Pénalités pour absence de rapport d'intervention

En cas d'absence du rapport suite à une intervention préventive ou curative, ou de rapport ne correspondant pas au modèle de l'établissement, l'entreprise subit une pénalité de 150,00 € HT par équipement.

5.7.9. Pénalités pour arrêt d'un équipement

Le titulaire subit, en cas d'arrêt d'un équipement d'une durée supérieure à 2 jours, une pénalité de 500,00 € HT par équipement.

5.7.10. Pénalités pour non entretien du chantier et des locaux

L'entreprise subit une pénalité de 200,00 € HT à chaque constat de non entretien du chantier et des locaux réalisé par le maître d'ouvrage. L'entreprise subira également le coût intégral du nettoyage s'il est effectué par une entreprise extérieure.

5.7.11. Pénalités pour non-respect des règles de sécurité

En cas de non-respect des règles relatives à la sécurité, à l'hygiène et à la signalisation générale du chantier, et sur simple constat du maître d'ouvrage, le titulaire encourt une pénalité de 250,00 € HT par constat.

5.7.12. Pénalités pour absence de présentation de sous-traitants

Dans le cas où un sous-traitant interviendrait sur le chantier sans avoir été au préalable présenté au Maître d'Ouvrage, le titulaire se verrait appliquer une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT et le sous-traitant non déclaré sera exclu du chantier sur le champ.

5.7.13. Pénalités pour présence sur le chantier de personnes non déclarées

Toute présence sur le chantier d'une personne non déclarée fera l'objet d'une pénalité de plein droit de 1 500 € HT par personne. La personne non déclarée sera exclue du chantier sur le champ.

5.8. Nantissement et cession

Les demandes de nantissement ou de cessions de créances devront être formulées conformément aux textes en vigueur (notamment Code de la Commande Publique, Code Monétaire et Financier...).

ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-3 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-4 du Code de la Commande Publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu l'acceptation du pouvoir adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement pour chaque sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le sous-traitant doit être déclaré et approuvé par l'établissement hospitalier avant toute intervention sur le site. L'établissement ne pourra être tenu responsable d'un accident pour un sous-traitant non déclaré.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire devra adresser la déclaration de sous-traitance par lettre recommandée avec accusé réception, au moins 30 jours avant l'intervention du sous-traitant et avant la fin du marché.

La déclaration de sous-traitance devra indiquer :

- la nature des prestations sous-traitées qui seront clairement détaillées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, l'adresse et le n° de SIRET du sous-traitant proposé,
- l'objet du marché et le numéro du marché,
- le n° du bon de commande (si celui-ci n'est pas mentionné, l'acte de sous-traitance sera rejeté),
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance (direct ou pas) et le montant envisagé de chaque sous-traité,
- si le sous-traitant a droit au paiement direct, la déclaration précise :
 - . le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant
 - . les modalités de règlement de ces sommes
- joindre un RIB

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou d'avenant un DC1 et un DC2 (ou attestations équivalentes).

ARTICLE 7 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

8.1. Assurances

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

8.2. Responsabilités

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages corporels, matériels et immatériels, consécutifs, résultant directement de la mise en jeu de sa responsabilité civile, au titre de l'exécution des prestations lui incombant, que ces dommages soient causés à des tiers ou aux membres du groupement de commandes.

Le titulaire du marché assure, seul, pendant la durée du marché, à l'égard des membres du groupement de commandes, comme de tous les tiers, l'entière responsabilité de ses préposés et celle des techniciens spécialistes, des sous-traitants ou des agents auxquels il fait appel à un titre quelconque, à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher. La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de la personne publique ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

Nota : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation du marché.

8.3. Personnels d'intervention du titulaire

Les personnes désignées par écrit par le titulaire à la personne publique sont seules autorisées pour la maintenance des matériels et équipements objet du marché.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable de l'intervention est nommément désigné par le titulaire.

ARTICLE 9 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE DU MARCHE

Conformément à l'article L2195-4 du Code de la Commande Publique, en cas de fraudes, d'inexactitude ou déclarations mensongères concernant les renseignements et déclarations sur l'honneur prévues aux articles R2143-3, R2143-4, R2143-6 et R2143-7 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être résilié par le Coordonnateur du groupement de commandes aux torts de l'opérateur économique et sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnisation.

Le Coordonnateur du groupement de commandes pourra à tout moment résilier le marché en faisant application des articles 38 et suivants du CCAG/FCS.

Le marché peut être résilié dans les formes prévues par le Cahier des Clauses Administratives Générales, notamment si le titulaire n'exécute pas les prestations, dans les délais et selon les règles de l'art habituellement pratiquées dans le domaine considéré.

La résiliation effectuée dans les conditions précisées à l'alinéa ci-dessus n'ouvre pas droit à l'indemnisation de l'opérateur économique.

9.1. Résiliation du marché pour faute du titulaire

Le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS.

Cette résiliation est précédée d'une lettre recommandée avec accusé de réception, notifiant au titulaire le manquement en cause et la mise en demeure d'exécuter ses obligations contractuelles, dans un délai de 15 (quinze) jours calendaires à compter de l'envoi de ladite lettre.

S'il n'est pas donné suite à la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur pourra résilier unilatéralement le marché. Cette décision sera notifiée au titulaire du marché.

9.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard soit, en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport au prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge.

ARTICLE 10 : DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 5.7 déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

ARTICLE 11 : VOIES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal Administratif de POITIERS (Juridiction administrative)

15 rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX (05 49 60 79 19)

Organe chargé des procédures de médiation

Comité Interrégional Consultatif de Règlement Amiable des Litiges Marchés Publics

103 bis rue Belleville, BP 952, 33063 BORDEAUX CEDEX (05 56 69 27 18)